

Déviations du boulevard Fayol : les élus à la recherche d'un consensus

Loire/Haute-Loire. Des élus des deux départements se sont réunis, vendredi matin à Saint-Just-Malmont, pour tenter de relancer le projet de déviation de cette route qui relie Firminy à la Haute-Loire. Environ 12 000 véhicules l'empruntent chaque jour dont près de 1 000 camions au grand dam des riverains.

C'est un serpent de mer, un dossier qui remonte aux années 1970, date à laquelle les Appelous ont commencé de réclamer une déviation de la RD 500 face à la croissance de la circulation.

Plus de quarante ans après, sa réalisation est encore au stade de projet faute de réelle concertation entre les différents protagonistes (élus, riverains, transporteurs...) et d'une opposition des élus du Chambon-Feugerolles. Selon eux, plus de 90 % de la déviation devant passer par cette commune, les problèmes de trafic ne feraient que se déplacer de Firminy vers le Chambon-Feugerolles.

« On a perdu beaucoup trop de temps en différents recours »

Bernard Bonne, président du conseil départemental de la Loire

C'est avec la volonté de faire avancer le dossier, qui est au point mort depuis plusieurs mois, que, vendredi matin en mairie de Saint-Just-Malmont, plusieurs élus ligériens (Bernard Bonne, président du conseil départemental,

Dino Ciniéri, député, Marc Petit, maire de Firminy) et altiligériens (Jean-Pierre Marcon, président du conseil départemental, Olivier Cigolotti, sénateur, Frédéric Girodet, maire de Saint-Just-Malmont, etc.) se sont réunis. L'union sacrée, au-delà des étiquettes politiques et des frontières départementales, était décrétée car les enjeux s'y prêtent.

La RD 500, qui prend naissance au niveau du boulevard Fayol de Firminy, génère de graves difficultés en termes de sécurité routière (près de 1 000 camions la traversent chaque jour), et est une artère incontournable pour l'activité économique de l'extrême-est de la Haute-Loire. Si aucune avancée concrète n'est ressortie de la réunion, tous les participants se sont accordés sur le fait que la déviation était indispensable. Il a été décidé, sur proposition de Bernard Bonne, de nommer un médiateur « complètement neutre » qui devrait être un commissaire-enquêteur.

« On doit convaincre rapidement le maire du Chambon-Feugerolles et les associations opposés à la déviation car on a perdu beaucoup trop de temps en différents recours », expliquait le président du conseil départemental de la Loire.



Photo Alexandre Pauze

5 millions

C'est en euros le coût hors taxe estimé du projet de déviation. Une somme à la charge du département de la Loire. Jean-Pierre Marcon, président du conseil départemental de Haute-Loire, n'a cependant pas dit non à une éventuelle participation altiligérienne : « Si la réalisation de la déviation nous permet d'économiser de l'argent sur l'entretien des réseaux secondaires, on peut envisager mettre quelques centaines de milliers d'euros. »

Outre le choix d'un médiateur, les élus se sont aussi engagés, dans l'attente de la mise en place de la déviation à améliorer la sécurité le long du boulevard Fayol. À ce sujet, les services techniques de la ville de Firminy devraient très prochainement rencontrer ceux du conseil départemental de la Loire. À la sortie de la réunion, la satisfaction se lisait sur le visage des élus. Un premier

pas vient d'être franchi et laisse enfin espérer une issue favorable à ce dossier.

Le maire du Chambon-Feugerolles, furieux de ne pas avoir été invité
C'est, cependant, sans compter sur la ténacité de Jean-François Barnier, le maire du Chambon-Feugerolles qui

semble peu enclin à assumer sa position. D'autant qu'il ne pas du tout apprécié de ne pas avoir été convié à la réunion de vendredi : « Je n'ai pas été invité et ce n'est pas normal surtout quand on a financé que 98 % du projet du fait que de la déviation passera sur le territoire de ma commune. »

La tâche du médiateur s'annonce, donc, pas simple. Dino Ciniéri avançait un délai compris entre 5 et 6 mois pour l'achèvement de la déviation, pas de quoi rassurer les riverains du boulevard Fayol qui attendent une solution depuis plus de quarante ans. ■

Alexandre

